

Pour diffusion immédiate

Déclaration sur le refus du gouvernement de la Coalition Avenir Québec de céder sur les dispositions concernant les étudiants des cégeps anglophones

MONTREAL, le 14 avril 2022 – Les Québécois d'expression anglaise sont profondément déçus du refus du gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) de corriger une mesure malavisée du projet de loi 96, qui risque d'avoir un impact sur la réussite scolaire de nos jeunes.

Mercredi soir, les libéraux de l'opposition ont déposé un nouvel amendement au projet de loi 96 qui aurait permis aux étudiants des cégeps anglophones de satisfaire à l'exigence nouvellement proposée de trois cours supplémentaires en français en optant pour un plus grand nombre de cours de français langue seconde plutôt que pour des cours de base ou des cours du programme.

Jeudi, les membres du comité de la CAQ ont voté contre l'offre d'une telle alternative aux étudiants d'expression anglaise qui craignent de ne pas réussir les cours de base ou les cours du programme dans la langue seconde. Le Parti québécois et Québec solidaire se sont abstenus lors du vote sur cet amendement.

Force est de constater encore une fois que le gouvernement Legault ne se soucie pas de la réussite des élèves d'expression anglaise. On ne peut comparer l'apprentissage d'une matière en français à celui du français comme langue seconde. La CAQ avait la possibilité d'améliorer les dispositions relatives à l'enseignement offert par les cégeps aux étudiants anglophones, et elle l'a rejetée.

Étant donné le maintien des amendements originaux au projet de loi 96 concernant trois cours de base ou de programme supplémentaires, le Quebec Community Groups Network (QCGN), l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ), l'Association des comités de parents anglophones (ACPA) du Québec et la Fédération québécoise des associations foyer-école (QFHSA) n'auront d'autre choix que de lutter pour le retrait complet de cette mesure qui aurait un effet négatif sur la réussite des élèves.

En collaboration avec d'autres groupes, nos organismes envisageront d'autres actions pour tenter de convaincre le gouvernement de la CAQ de retirer cette mesure inacceptable.

Signataires :

Marlene Jennings, présidente du Quebec Community Groups Network (QCGN)

Katherine Korakakis, présidente de l'Association des comités de parents anglophones (ACPA)

Dan Lamoureux, président de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)

Rosemary Murphy, présidente de la Fédération québécoise des associations foyer-école (QFHSA)